

**Destin commun et destin communautaire, de l'utilité de
distinguer et de définir nation et nationalisme**

Gil DELANNOI

Fondation Nationale des Sciences Politiques

Working Paper n.111

Barcelona 1995

- 1) Nation et nationalisme à partir de la définition politique du nationalisme
- 2) Nation et nationalisme à partir de la définition civique de la nation
- 3) Relativité des définitions

Nécessité de différents genres de définition pour caractériser nation (indétermination historique) et nationalisme (cohérence idéologique)

Les historiens parlent beaucoup de la nation sans trop essayer de la définir. La description leur suffit souvent. Les sociologues parlent peu de la nation mais prétendent la définir quand ils l'évoquent. La définition leur suffit souvent. La nation les embarrasse un peu, car des descriptions infinies n'aboutissent pas à une définition précise et des définitions infinies n'épuisent jamais le champ de toutes les descriptions. Quant à ceux qui se font à la fois historiens et sociologues, qui décrivent et qui définissent, on ne peut dire qu'ils s'accordent sur une seule définition.

Bien sûr, on pourrait considérer que les définitions peuvent avoir un rôle axiomatique et que la pluralité est ici une bonne source de connaissance. C'est fort possible, mais je voudrais montrer qu'il est très difficile de tenir une balance égale entre l'importance que l'on donne à l'existence des nations et celle que l'on donne à l'existence des nationalismes si l'on veut absolument énoncer une théorie complète qui englobe nation et nationalisme.

1) Nationalisme sans nation. *A partir de la définition politique du nationalisme*

L'une des solutions sociologiques les plus cohérentes consiste à sous-estimer l'importance de la nation. Il suffit de dire que nous connaissons bien ce qu'est un Etat et ce qu'est une culture. La nation alors n'est pas une donnée première de l'analyse, c'est une donnée secondaire et un résultat de l'histoire, indéniable mais contingent. Dans ce cas, une nation est le produit de la rencontre d'un Etat et d'une culture (ou plusieurs). Inutile, par conséquent, de s'épuiser à chercher une définition de la nation. Le défaut de ce choix théorique, c'est qu'il supprime l'existence autonome d'une entité «nation» dans la théorie et toute aspiration à la souveraineté nationale lui apparaît déjà comme une forme de nationalisme. Cette conception, courante dans le monde anglo-saxon, a le mérite de souligner l'indétermination de toute définition stricte de la nation, mais elle a l'inconvénient de rapprocher toute idéologie nationale d'une forme naissante de nationalisme. Dans cette conception, toute construction nationale relève déjà du nationalisme; d'autre part, les formes extrêmes de nationalisme ne paraissent

plus s'opposer à un modèle initial de la nation. La virulence du nazisme ou du fascisme devient inexplicable. Elle semble relever d'un autre ordre d'explication, apparemment mystérieux.

Ernest Gellner est allé très loin dans cette voie. Sa position est claire, simple et argumentée. Il est frappant de le voir commencer un livre consacré aux nations et aux nationalismes (*Nations et nationalismes*, Paris: Payot, 1989, traduction française de *Nations and nationalism*, Oxford: Basil Blackwell, 1983) par une définition du nationalisme. Ainsi: «*Le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes*» (p. 11). Commencer par le nationalisme plutôt que par la nation est un premier aveu. Bien sûr, chacun peut, et même, doit annoncer ses axiomes. Toutefois, en commençant par le nationalisme, la tâche est à la fois très simplifiée et très ardue. Comment comprendre le terme d'«*unité nationale*» contenu dans cette définition si l'on a pas commencé par définir la nation ou du moins par essayer de le faire?

En fait, Gellner aurait nous livre son postulat beaucoup plus loin. Le voici: «*C'est le nationalisme qui crée les nations et non pas le contraire*» (p. 86). Pourquoi si tard? Probablement pour les besoins de son argumentation. En effet, cet axiome passe alors pour une sorte de conclusion. Gellner pense avoir montré que c'est au coeur de la société industrielle que doit apparaître le nationalisme, à cause de la division du travail qui impose la mobilité géographique et sociale et l'éducation de masse. Indispensable instrument politique dans cette conjonction historique et sociale, le nationalisme crée alors les nations avec les moyens du bord. Pour accepter cet argument, il faut accepter le déterminisme sociologique, appuyé sur Weber, Durkheim ou Marx. Mais, de toutes façons, il y a d'autres arguments qui vont dans le sens voulu par Gellner.

Ainsi, Gellner a relevé avec insistance que le nombre des nations potentielles (selon des critères ethniques, géographiques, linguistiques) est infiniment supérieur au nombre d'Etats-nations existants. Grosso modo, pour une nation reconnue, il y en aurait entre trente ou quarante potentielles. S'il existe environ huit mille langues, il pourrait surgir autant de nations. Or, s'il manque un catalyseur à ces nations potentielles, que serait-il sinon le nationalisme lui-même?

Ce faisant, Gellner peut croire qu'il a montré que les nationalismes ont fait les nations. Le voilà qui ironise: «*C'est le chien qui n'a pas été en mesure d'aboyer qui fournit à Sherlock Holmes l'indice capital. Les nationalismes*

potentiels qui n'ont pas réussi à aboyer sont en nombre bien supérieurs à ceux qui y sont parvenus» (p. 67). Gellner ajoute très justement que le faible taux de réussite du nationalisme prouve autant sa faiblesse que sa force, et que c'est notre manque d'imagination qui nous pousse à voir dans les quelques succès des nationalismes un mouvement historique irrésistible vers les nationalités.

Il me semble pourtant qu'il n'en est rien. Ce n'est pas la généralité mais la puissance du nationalisme qui est fascinante. Ce n'est pas son universalité latente mais son développement rapide qui a bouleversé l'histoire contemporaine. Admettre une définition large de la nation, c'est transformer presque n'importe quel phénomène de volonté communautaire en nation, remarque Gellner (p. 84). Mais c'est à partir de cette remarque qu'il aurait pu justifier son système. Il ne fait qu'esquisser ce qui pourrait être la meilleure justification de sa méthode: non pas faire une théorie sociologique et historique qui mette en avant le nationalisme, car à ce compte on tombe très aisément dans le dilemme de la poule et de l'oeuf, mais au contraire, faire sa richesse de son propre dénuement. Gellner ne manque pas, en effet, de noter qu'il est épineux de définir la nation hors de tout contexte historique. Et c'est là que réside l'intérêt de sa solution, à la fois simple, brillante et lucide.

A l'appui de cette méthode, on pourrait argumenter ainsi: nous savons assez bien ce qu'est un Etat, nous savons aussi ce qu'est à peu près une culture, donc ne cherchons pas une impossible définition de la nation, considérons au contraire que la nation n'est rien d'autre que ce qu'un Etat et une (ou des cultures) définissent quand ils ont formé un Etat-nation durable. Cet argument est en partie convaincant. Il fait le fond des démonstrations de Gellner, parfois à son insu. Mais comme dans tout choix, la part de gain comporte une part de perte. D'abord, c'est faire une trop belle place au nationalisme, mais en plus, c'est renoncer à le comprendre en profondeur. En concluant, et après avoir montré beaucoup de sagacité dans ses analyses, Gellner constate qu'il n'a pas pu expliquer *«pourquoi certains nationalismes, notamment ceux qui se manifestèrent sous Hitler et Mussolini, sont devenus particulièrement virulents»* (p. 195).

Mais c'est précisément ce qui nous intéresse! Même en admettant que l'explication que Gellner donne de l'émergence du nationalisme (les contraintes de la société industrielle) soit valide, elle ne répond pas aux questions les plus profondes que pose l'existence de nations et de nationalismes. En revanche, cette exploration sociologique commencée par une définition strictement politique du nationalisme a été un bon moyen de repousser des conceptions familières du nationalisme. En effet, le nationalisme n'est ni une donnée évidente et

primordiale que des idéologies adverses auraient toujours tenté de refouler, ni le simple fruit d'un hasard historique, ni une erreur fortuite qui aurait dévié la politique moderne de son véritable objet (la lutte des classes) vers une cause accidentelle, ni le tribut immémorial à verser à un dieu obscur et assoiffé de sang. En somme, avec une élégance mathématique, afin d'échapper aux représentations complaisantes que les nationalistes donnent ordinairement de la nation et du nationalisme, Gellner a mis en formules un modèle politique du nationalisme qui efface la question de la nation, et finalement, laisse la clef au nationalisme, lui-même très peu défini, puisqu'il est ramené à une énergie créatrice d'Etats-nations. En évitant de se soumettre aux mythes nationalistes, on sacrifie paradoxalement la nation au nationalisme. Cette réduction, telle que la fait Gellner a un immense mérite: elle présente avec acuité un postulat répandu et souvent implicite.

Au fond, si c'est le nationalisme qui définit la nation, l'aspiration efficace à la souveraineté nationale passe déjà pour nationaliste. On se trouve dans un modèle qui connaît l'Etat, la culture, le nationalisme et sous-estime l'importance de la nation en tant que telle.

2) Nation sans nationalisme. *A partir de la définition civique de la nation*

L'autre solution théorique courante consiste à définir strictement la nation en se fondant sur un modèle sociologique et historique qui servira de critère pour apprécier les similitudes et les différences des nations depuis leur origine. La France ou l'Angleterre, ou les Etats-Unis, ou l'Allemagne ont été pris comme modèle unique, ou bien l'on a retenu un modèle pluriel qui intègre les ressemblances et les écarts entre des types d'origine (Angleterre, France, ou Angleterre, France, Allemagne, ou Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis) peuvent alors servir de repère. Ce type de modèle a l'avantage de prendre la nation au sérieux, de la définir comme «cité moderne», «communauté de citoyens» ou «république démocratique». Il est dominant dans les pays latins.

Dans ce cas, la nation est traitée comme une entité qui possède sa valeur spécifique et irremplaçable; elle n'est en rien assimilable à un Etat, ni à une culture, ni même entièrement à un Etat-nation.

Pour celui qui pense que la nation est une des entités sociologiques et historiques importantes, il y a dans la nation quelque chose d'étatique qui ne se confond pas avec l'Etat, quelque chose de culturel qui ne se confond pas avec l'ethnie. Voilà sans doute le legs des révolutions américaine et française. Aucune

des nations ultérieures ne l'ont rejeté. Même les nations qui persécutent diverses minorités ne le font pas au nom d'un Etat seul et omnipotent mais au nom d'un Etat-nation autonome et souverain. Avant ces révolutions, le caractère national des Etats était beaucoup plus flou. On ne s'étonnait pas d'être gouverné par les étrangers que les alliances dynastiques amenaient sur les trônes.

Michelet, par une magie propre à l'histoire, donne à l'objet de son étude l'allure d'un sujet qui a un caractère intime. Chaque grande nation, dans ce récit, a sa personnalité. La personnalité de la France, c'est d'être une personne. C'est encore une singularité que cette personnalité quasi romanesque de la France. Définir l'Angleterre à l'image de la mer, l'Allemagne à l'image de la forêt continentale ou le Japon comme civilisation de l'ombre (Tanizaki) appartient aussi à cette esthétique de l'histoire. Tous, même les plus rétifs, participent insensiblement à cette «imprégnation esthétique» qui valide l'existence de nations indépendantes et consistantes.

Renan propose de concevoir la nation sans l'enfermer dans l'ethnie. Sa célèbre conférence n'est pas exempte d'arrière-pensée: la France a besoin d'une conception non-ethnique de la nation pour rendre légitime ses prétentions sur l'Alsace-Lorraine. Mais l'idée de Renan va plus loin que ces considérations géopolitiques. En soulignant qu'une nation doit être le fruit d'un consentement quotidien, en évoquant le ciment national d'un projet commun, Renan ne manque pas de noter que, dans son invention ou sa construction, une nation se fonde sur l'oubli, oubli des querelles intestines du passé, oubli des réalités au bénéfice des légendes communes.

Caractère et destin, volonté et mémoire ne forment néanmoins qu'une brillante illustration de cette idée nationale forgée par le romantisme et ses suites. Les éléments d'histoire, de culture, de politique, sur lesquels l'idée nationale s'est greffée et qui ont continué à fleurir ensuite, ont toujours été des réactions, des oppositions. L'idée de nation est d'abord réactive, voire libératrice. Ce fut l'opposition à l'Eglise romaine (supranationale), l'opposition aux cités (infranationales), l'opposition à l'empire, à la puissance coloniale (Etats-Unis puis décolonisation), à l'Ancien Régime aristocratique, puis à l'urbanisation, à l'internationalisation, à l'élitisme. C'est toujours contre ces épouvantails, trop présents ou trop menaçants, que l'idéal d'une communauté de citoyens a été annoncé.

Ce n'est que dans un second temps, quand leur victoire semblait durable, que les nations triomphantes se sont posées en modèle universel, en messenger

de la raison et du droit. Elles avaient de quoi de céder à ce penchant; des intellectuels leur avaient forgé la rhétorique avant même que le combat s'engage. Angleterre, Etats-Unis, France, Union Soviétique purent parler un temps au nom de la liberté et de la raison. C'était toujours en partie usurpé, en partie justifié (plus ou moins selon les cas), mais l'essence de l'attachement national ne réside pas là. Sa Révolution peut faire aimer ou détester la France, ou le capitalisme les Etats-Unis, mais en aucun cas ces jugements ne rendent français ou américain. Un rôle historique de premier plan confère une grandeur historique aux nations; néanmoins, il ne les définit ni ne les résume.

Avec un sens juridique et politique («Assemblée nationale»), militaire («patrie en danger»), esthétique (langage, arts, moeurs) et sentimental («cher vieux pays»), le modèle français représente, pour certains auteurs, l'incarnation la plus complète de cet idéal où la société et l'histoire sont très nationales. Il est vrai que le modèle français a engendré bien des nations par imitation ou par opposition. Néanmoins son originalité, même imitée, le cantonne dans sa particularité. Sa prétention à l'universalité est toujours contestable, soit par une théorie qui se voudrait universelle, soit au nom de la nationalité ou du nationalisme adverses. Cette communauté républicaine de citoyens est trop marquée par l'Etat central de la France d'Ancien Régime et par l'individualisme jacobin pour être érigée en archétype indiscutable. Le poser comme tel revient à sous-estimer ses propres effets nationalistes alors même que son caractère démocratique fut presque constamment menacé de l'intérieur. Que vaut cette «nation» à laquelle il faut ajouter l'adjectif «démocratique» pour la définir précisément? Et quelle fut quelquefois sa fragilité!

De cette tradition sociologique et historique qui donne droit de cité à la nation sans la jauger selon le nationalisme, il reste possible de tirer une définition, mais celle-ci sera, qu'on le veuille ou non, soit un idéal à atteindre plutôt qu'une réalité à synthétiser, soit une manière implicite d'opposer la bonne nation au mauvais nationalisme.

Les défenseurs de la nation noteront que ce sont les nationalismes et non les nations qui apportent les haines et les guerres. C'est dédouaner un peu facilement la nation. On peut dire que Dieu n'est pas responsable des fanatiques qui parlent en son nom, mais non pas la religion. L'idéologie nationale est toujours sur le bord du nationalisme, et aucune nation ne se passe de ce ciment rhétorique et propagandiste.

En outre, si l'on ne garde comme référence que la nation dite démocratique (comme Schnapper, 1994), on risque de perdre l'essence du phénomène national au bénéfice des notions de république et de démocratie. Car, tout en empruntant le moule national, et ensuite impérialiste ou colonialiste, les idéologies des révolutions américaine et française n'en faisaient pas leur fin. C'est là leur grandeur historique mais aussi un coup porté à la nécessité d'une nation démocratique idéale. Si ces pays ont relancé l'idée démocratique, s'ils l'ont étendu à une échelle nationale, le national n'est pas pour autant l'essentiel de leur expérience. Les Etats-Unis, ancienne colonie, ne pouvaient être colonialistes. Il a fallu le «leadership» d'une deuxième guerre mondiale pour les rendre impérialistes. Quant à la France, si la réaction nationale n'avait été aussi vive après la Révolution, tant en Angleterre, Allemagne ou Espagne (pour des raisons si diverses), son avenir aurait pu être plus impérial, ou plus confédéral, que national. Son nationalisme a, en quelque sorte, desservi son rayonnement qui, de ce fait, fut limité à la culture littéraire et artistique.

De même, il est difficile de définir la nation en tant que communauté anti-ethnique. Réduire la nation à l'ethnie est à la fois borné et contraire aux cas historiques, mais prendre l'exemple de quelques nations européennes qui furent capables d'intégrer des minorités régionales pour forger un idéal national supra-ethnique est un tour de force d'une autre nature. Il faut au moins dire que la question reste ouverte. Devant des flux migratoires intercontinentaux qui juxtaposent les cultures les plus éloignées, il n'est pas certain que l'idéal national soit le plus propice à l'intégration des étrangers dans un Etat-nation. Un écueil se tient devant ce projet: être trop exigeant en matière d'assimilation pourrait décourager ceux qui sont assimilables alors même que cette offre d'assimilation risquerait de renforcer le nationalisme de certains nationaux. Une nation démocratique ne peut, par principe être ethnique, mais ne peut pas plus, selon le même principe, être cosmopolite. Elle n'est donc, a priori, ni malade du nationalisme ni vaccinée contre lui. Sa réussite tenait justement à cette ambiguïté. Mais une telle ambiguïté continuera-t-elle à porter ses fruits sur une très longue durée? Les deux grands systèmes rivaux, capitaliste et communiste, qui prétendaient ignorer, l'ethnisme, n'ont pas surmonté, pour le moins, les obstacles ethniques internes qu'ils prétendaient effacer.

La difficulté est la même en fait de laïcité. Sans tolérance religieuse, une nation ne sera pas démocratique. Mais sans une séparation stricte entre la sphère publique et la sphère privée, cette tolérance, loin d'être protectrice, devient choquante. Autrement dit, celui qui accepte les prémisses philosophiques et politiques de la laïcité, peut avoir un comportement laïque, même dans un

pays qui ne l'est pas. Et celui qui refuse ces prémisses, même dans un pays laïque, ne le sera jamais tout à fait. Aux yeux du dogmatique, le sceptique passe toujours pour une autre sorte de dogmatique, ou pour un monstre. Il ne faut pas en conclure que la tolérance religieuse soit impossible (dieu merci) mais que c'est une oeuvre longue et lente, qui comporte autant d'exemples de réussites que d'échecs dans le cadre d'un Etat-nation.

S'il fallait ne retenir qu'un moyen pour définir la nation en tant que telle, plutôt que l'hypothétique convergence d'un Etat et d'une culture, il faudrait retenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce principe est plus démocratique. Mais il s'arrête sur le seuil plébiscitaire de la démocratie. Qu'une nation soit démocratiquement née n'entraîne pas qu'elle vivra en démocratie. Une nation, définie selon la démocratie, devra toujours prouver qu'elle est démocratique, ne le prouvera qu'imparfaitement, et subira les contraintes de la démocratie (choix majoritaire, démagogie, opinion versatile). De même qu'il était trop énorme de mettre en avant l'archétype de la société industrielle pour frapper d'inanité la nation, il est un peu accablant de ne la sauver qu'avec des doses massives de démocratie.

Au fond, on trouve ici l'image inversée du choix théorique précédent. A force de préciser la définition souhaitable de la nation, on la restreint dans le temps et dans l'espace, et le nationalisme n'apparaît plus que sous les couleurs d'une déviation pathologique. Le phénomène national serait indispensable à la citoyenneté moderne alors même que le nationalisme lui serait contraire. La porte est très étroite. Etat, culture et nation sont définis mais le nationalisme fait figure d'éruption passagère ou d'aberration idéologique. Dans le modèle précédent, une «nation démocratique» était une forme adoucie du nationalisme général des temps modernes; dans le second, le nationalisme anti-démocratique ou despotique, quoique très répandu sur la Terre, passe pour une exception à la règle.

3) Relativité des définitions. *Indétermination de la nation et cohérence idéologique du nationalisme*

Il semble nécessaire d'éviter les simplifications suivantes, de ne pas dire que «le nationalisme crée la nation» (Gellner), ou que «la nation crée le nationalisme». Les deux phénomènes méritent d'être étudiés à part entière. L'essor de l'Etat moderne est lié au phénomène national sans être forcément marqué par le nationalisme. D'autre part, le nationalisme est parfois lié à des

données racistes et xénophobes ou à des théories du complot qui ne font pas intervenir substantiellement la nation. Il y a des exemples de nation sans nationalisme, et aussi de nationalisme sans nation. Cette dernière hypothèse doit être particulièrement considérée depuis la fin des empires coloniaux et le déclin de l'empire soviétique. La théorie a donc ses droits, mais sa valeur découlera de sa faculté de nuancer.

Dans un premier temps, nous proposons de garder à l'entité nationale son indétermination fondamentale, car c'est là que réside sans doute sa puissance dans la politique de masse. Sa plasticité fait son succès. Adoptons une définition ouverte, insistons sur le vide efficace d'une entité «nation» propre aux expériences les plus diverses, mais ne rayons pas la nation de la liste des entités sociologiques et historiques. Par contre, il est possible de définir des archétypes du nationalisme, de la xénophobie ou de la peur du complot.

Enfin il convient de s'interroger sur la parenté entre les nationalismes et les notions de déclin et de décadence. Trop peu d'entité nationale peut alimenter le nationalisme, de même que trop de nationalisme peut affaiblir la nation. Les deux grands courants intellectuels qui nourrissent encore notre politique (Lumières et Romantisme) n'ont pas fini de livrer leurs secrets, de provoquer les polémiques et de susciter des redéfinitions inattendues.

3.1. Aucune caractéristique concrète (langue, ethnie, territoire, religion, culture) n'est suffisante, ni même nécessaire, pour définir la nation. Quant à la médiation politique qui transforme une culture en nation, on a trop tendance à la ramener au nationalisme (premier point de vue examiné plus haut) ou au creuset civique national (second point de vue). La médiation politique est indispensable à toute entité nationale, mais il faut considérer qu'elle est vide, ouverte, aléatoire. On peut aussi bien bâtir une nation sur un respect distant et cloisonnant des minorités culturelles que sur une intégration de ces minorités (modèle britannique contre modèle français). On peut aussi bien trouver des nations despotiques que des nations démocratiques, et aussi bien centralisées que fédérales etc. Il faut reconnaître enfin que, si la nation est une entité indépendante qui a sa dimension propre, la nation est alors capable de sécréter sa propre culture. Il y a en effet des civilisations de moeurs nationales, des «arts de vivre». Sous cet angle, le bras de mer qui sépare la Grande Bretagne de la France devient un océan.

3.2. Plus facile à discerner que la nation, *l'Etat-nation* demeure pourtant une entité plus généralisée que générale. Par le jeu des rapports de force et des relations de puissance, par l'imprégnation des symboles politiques et selon les

critères dominants de la narration officielle, l'histoire est écrite et la politique menée en référence aux Etats-nations. Ce sont les «nations» qui sont «unies» sur un forum mondial et non pas les Etats. Cette rhétorique n'empêchait pas l'empire soviétique de figurer parmi les cinq grandes nations héritées par les Nations Unies après la seconde guerre mondiale. La thèse de la diffusion (Kedourie) aléatoire, mais pour l'heure irréversible, du modèle national est valide sur cet exemple.

3.3. *Définir le nationalisme.* Gellner a raison de ne pas croire les nationalistes sur parole, mais il a tort de se contenter de renverser leurs discours. Ils prétendent conserver et ne font qu'instaurer les changements. Ils modernisent sans l'avouer. Les vraies communautés existaient avant la phase nationaliste et n'existent plus dès qu'elle est entamée. C'est bien observé, dans l'ensemble. Pourtant, l'invention de la tradition par les nationalistes ne frappe pas leur idéologie d'une totale cécité; pour le moins, leur façon de moderniser n'est qu'une parmi d'autres. Ainsi, hélas, faute de distinguer la nationalisme d'un Hitler de celui d'un Churchill, on trouve la substance de la modernisation mais on perd celle de la nation, et même celle du nationalisme. Et à l'inverse, si l'on oppose trop strictement la nation démocratique au despotisme national, on perd la part de nationalisme, variable mais inévitable dans toute idéologie de la nationalité.

Il est beaucoup plus facile de cerner le nationalisme si l'on postule que la nation existe indépendamment de lui. En présence des données hétérogènes d'une vague entité nationale, dont les variations sont immenses, on constate que certaines de ces données forment des idéologies nationales qui engendrent des nationalismes plus ou moins vifs et vivaces. Ainsi posé, le nationalisme n'est pas un mot aux contours imprécis qui désignerait toute sorte de référence politique à la nation: il comprend au moins les traits suivants: *la peur d'un déclin*, ayant une cause interne et/ou externe à la nation; *la réaction contre le présent*, par laquelle on réécrit l'histoire à l'avantage du nationalisme et l'on projette un futur nationaliste; *l'organicisme*, pour lequel l'individu est moins important que la collectivité et doit lui être sacrifié quand il le faut, au nom d'une vitalité supérieure; *l'usage de la propagande*, pour entretenir, canaliser le sentiment national et obtenir une puissance politique.

Ainsi entendu, le nationalisme n'est pas seulement un mensonge qui recouvre une modernisation inavouée; il est au contraire très explicite et met à son programme le thème des persécutions qu'il complot. Même vagues, des entités idéologiques telles que la nation sont indispensables dès que l'on veut introduire des nuances. On ne sait pas exactement ce qu'est la nation mais on

sait ce qu'en fait le nationalisme. Et il crucial de distinguer un impérialisme de type anglais d'un impérialisme de type nazi. On ne peut ramener leur conflit à une simple confrontation de nationalismes. De même, la nation selon Pétain n'est pas la nation selon de Gaulle.

En concevant le nationalisme à partir de la nation, on comprend comment la nation peut servir d'instrument à des idéologies qui ne sont pas toutes nationalistes. Des religions, des doctrines politiques et économiques, des racismes se servent quelquefois de la nation à leurs propres fins qui ne sont pas nationalistes. Dans ces cas, ni le nationalisme ni la modernisation ne créent ni n'expliquent le rôle de la nation. Osera-t-on limiter le nazisme à une explication sociologique?

3.4. *Définir la xénophobie.* La xénophobie ne peut pas être définie par son contraire. Elle ne répond pas à une xénophilie. Le cosmopolitisme est une attitude d'élite ou un message idéaliste qui n'est pas du même domaine. Ce n'est pas non plus une idéologie, à la différence des nationalismes ou des racismes. La xénophobie est une attitude fondée sur des stéréotypes.

Comment la xénophobie courante, faite de stéréotypes ou de blagues, devient-elle militante, voire violente? Il y aurait beaucoup d'hypothèses à considérer: l'animalité de l'homme, l'affirmation de soi par la différence, l'auto-complaisance culturelle, le rôle du bouc-émissaire, la rivalité mimétique. Ces théories anthropologiques très englobantes nous éloignent des traits particuliers du nationalisme. Néanmoins, xénophobie et nationalisme se confondent quasiment quand l'exaltation de la cohésion sociale procède par discrimination.

S'il est essentiel en politique de savoir reconnaître amis et ennemis, la xénophobie surévalue l'ennemi extérieur ou intérieur, parfois jusqu'à l'obsession du complot. C'est un recours idéologique facile et paresseux, une sorte de mauvaise foi politique qui consiste à chercher un coupable (peuple ou groupe) qui soit la cause des malaises et des échecs de la collectivité. En désignant ce coupable étranger, on évite à la collectivité accusatrice de s'interroger sur ses propres faiblesses. Il s'agit de trouver une cause externe au malheur collectif et préserver ainsi l'autosatisfaction. On voit alors des nationalistes se retourner contre un ennemi intérieur et cesser d'être patriotes dès la première défaite. La France de 1871 et de 1940 en donne deux exemples.

Quand la xénophobie aboutit à une idéologie du complot, parfois jusqu'au projet d'extermination, on relève les thèmes suivants:

- existence d'un réseau clandestin qui dirige le monde;
- appropriation des richesses par un petit groupe;
- groupe refusant d'être intégré dans une nation;
- présence insidieuse de populations allogènes selon des normes transnationales ou cosmopolites;
- existence d'une idéologie universaliste hypocrite comme propagande (qu'elle vienne d'une église, d'une secte, d'une internationale politique, d'une franc-maçonnerie);
- contrôles et manipulations économiques et médiatiques;
- trafics et fraudes;
- profanations d'autres religions;
- pacte avec le diable entretenu par des rites secrets;
- infériorité raciale irréversible.

Les campagnes xénophobes se réfèrent toujours à certains de ces thèmes pour désigner leurs victimes. Les nationalismes xénophobes empruntent certains de ces thèmes. Certains s'appliquent aux persécutions des Tsiganes, d'autres aux Irlandais au XIXe siècle, d'autres aux Arabes, aux Yankees, et la liste serait longue, car presque toutes les populations ont sans doute été, à des degrés divers, xénophobes et victimes de xénophobies. Dans ce tableau, la particularité, la virulence et la persistance de l'antisémitisme vient de l'accumulation de ces thèmes sur un seul objet. Aucun thème, pris séparément, n'est caractéristique de l'antisémitisme, mais leur addition est exceptionnelle. On ne saurait, par exemple, reprocher aux Tsiganes d'être trop puissants etc.

La xénophobie antisémite renforce les traits de la xénophobie ordinaire. Elle devient cette présomption délirante qui prétend détenir la clef infaillible de l'histoire, du complot d'autant plus profond qu'il est profondément caché. Devant une telle logique d'explication du monde et du mal, un tel degré de haine de l'ennemi, on ne doit plus s'étonner que l'antisémitisme puisse exister dans des pays où ne vivent pas de Juifs. A ce stade, il n'y a plus de bouc émissaire (innocent transformé plus ou moins sciemment en victime expiatoire) mais un délire d'interprétation maléfique: plus les malheurs sont évidents, plus les présumés coupables sont coupables et donc, plus l'appétit d'explication du monde et d'affirmation de soi contre le mal trouve son aliment. L'autodéfense à son paroxysme relie nationalisme et xénophobie. Les convergences sont fréquentes. Elles dépassent toutefois ce cadre: beaucoup d'idéologies, profanes ou religieuses, reposent sur ces réactions immunitaires, réelles ou imaginaires.

3.5. *Romantisme et authenticité.* Gellner ne veut pas prendre au mot les prophètes du nationalisme; cette indispensable précaution ne dispense pas de les écouter et de faire le tri. Si l'essor des Etats-nations ne prend une voie nationale et nationaliste que dans le sillage du romantisme, l'histoire intellectuelle nous rappelle le culte romantique de l'individu, de l'âme, du génie, du passionnel, qui se déroule sur le fond d'une conscience historique massive et irréversible.

La notion romantique d'authenticité court depuis les réflexions de Herder sur la pluralité des cultures jusqu'à la philosophie de Heidegger. Sortie de la sphère philosophique, l'idée d'authenticité perd sa densité et se nimbe d'archaïsme, de naïveté, de pittoresque. Mais, derrière cette figure, esthétique de prime abord, la plupart des nationalisme ont placé leur volonté de puissance. Le vitalisme établit un lien entre la puissance et l'authenticité. Au cours du XIXe siècle, la découverte des processus d'évolution étaye l'idée de développement. On conçoit le développement de la vie, des espèces, des populations, des techniques, des sociétés, des richesses, du travail. Au nom de l'authenticité comme au nom de la rationalité, l'organicisme imprègne les courants de pensée. Progressistes et réactionnaires, socialistes et libéraux n'étaient pas très éloignés sur ce point. Ainsi, penseurs, théoriciens, idéologues, en bons évolutionnistes, n'ont pas, pour la plupart, cru en l'avenir du nationalisme alors qu'ils vivaient en plein siècle des nationalités européennes. Le développement qu'ils imaginaient, faste ou néfaste, devait, selon eux, dépasser par son ampleur le cadre national.

Sur ce point, le XXe siècle est resté sur sa faim. Le nationalisme signifie-t-il qu'il existe une réaction romantique foncière contre la rationalisation du monde? Ou est-ce la modernisation qui, faisant flèche de tout bois, utilise aussi bien le romantisme que les Lumières pour parvenir à ses fins? Les deux ordres d'explication doivent être considérés. Les nationalismes les plus violents ont, dans leurs ressorts et leurs rouages, conjugué l'archaïsme et le modernisme.

3.6. *Distinguer nation et nationalisme.* Le nationalisme ne peut être qu'une idéologie moderne et ne peut naître que si la tradition est contestée. En effet, dans une société purement traditionnelle, le futur est compris et imaginée essentiellement dans les normes du passé. Passé et futur sont le lieu d'un échange de symboles qui se rapproche du mythe de l'éternel retour. Il est possible de disputer infiniment de l'existence ancestrale des nations, mais le nationalisme n'est concevable qu'en référence à une conscience historique linéaire pour laquelle le futur est devenu incertain et le devenir irréversible.

Le nationalisme suppose l'existence d'une politique de masse où tout un peuple peut être ou pourrait être mobilisé. Là aussi il est intrinsèquement moderne, bien que certains modernistes l'accusent d'archaïsme. Par cette politique de masse, le nationalisme se trouve avec les défauts et les qualités, plus passionnels encore, qui furent toujours le lot de la démocratie: forte participation politique populaire, mais danger démagogique.

Distinguer à part égale nation et nationalisme permet d'envisager quatre cas. Nation sans nationalisme: il y a des exemples, au moins passagers, et c'est l'idéal de la «nation démocratique» depuis que l'Etat-nation est la forme politique généralisée.

Nation et nationalisme: c'est la situation courante, avec une diversité très grande.

Ni nation ni nationalisme: c'était la forme ancienne courante. La démocratie, événement politique considérable, n'est pourtant qu'une pointe d'épingle parmi toutes les formes politiques ayant existé, l'empire est plus courant.

Nationalisme sans nation: il est fréquent depuis la décolonisation et la fin du communisme européen.

Ces quatre cas méritent une enquête historique plus détaillée et plus comparative. Ils fournissent une esquisse pour une comparaison des formes politiques modernes.

3.7. Fragmentation et recomposition. La définition la plus rapide de la nation (culture propre et souveraineté politique) produit une fragmentation infinie dans les faits. La tendance de la fin du XXe siècle paraît être de multiplier les Etats-nations. Dans cette fuite en avant, l'idéal démocratique est à la fois satisfait et bafoué. L'extension illimitée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes conduit à des redéfinitions locales et ethniques qui s'éloignent de l'égalité citoyenne et pluraliste qui est d'ordinaire associée à la notion de démocratie.

L'enjeu politique est le suivant: c'est dans le cadre de l'Etat-nation que la démocratie représentative s'étend et se consolide dans le monde moderne, mais le nationalisme le suit de près, car les jeunes Etats-nations en ont besoin pour s'affirmer tandis que les anciens le voient naître en leur sein dès les premiers sentiments de déclin. Grandeur future ou grandeur passée sont deux ferments du

nationalisme. L'Etat-nation, pris dans l'étau de toutes les contraintes politiques, économiques, écologiques actuelles est donc soumis à deux pressions en sens inverses: se fragmenter selon un principe infra-national, se confédérer selon un principe supranational. Sa survie est en jeu. Mais à long terme, cette double ouverture, interne et externe, pourrait le consolider.

3.8. *Nation et narration. Communauté de destin.* L'histoire fait les nations. Ce n'est pas seulement parce que les historiens, après l'avoir mise au service des monarques, firent l'histoire selon le principe des nations. Dans la conscience historique indispensable au nationalisme, on remarquera que c'est à l'ère des nations que l'histoire devint une discipline universitaire et méthodique. Il y eut donc en même temps la mauvaise foi nationaliste (il ne faut croire un historien que s'il dit du mal de sa nation, disait Voltaire) et le progrès indéniable des études historiques. Il ne faut donc pas louer ou condamner sans nuance les historiens sur la question du nationalisme. Les trois affirmations suivantes ont leur intérêt: les études historiques ont favorisés les guerres modernes (Nietzsche) mais, l'histoire peut justifier n'importe quoi (Valéry), et l'histoire doit servir à se libérer du passé (Goethe).

Retenons le rapport de la nation et du nationalisme avec les procédés et les contenus de la narration. Dans une narration, tout n'est pas possible, le dénouement est soumis à certaines contraintes, néanmoins il subsiste une immense part d'imprévu. On a fait des prévisions parfois justes sur l'économie mondiale ou sur le système communiste, mais le destin futur d'une nation est presque imprévisible? Si l'histoire fait les nations, c'est qu'il n'y a pas de nationalité sans «communauté de destin». La nation transforme l'histoire en destin, mais le seul destin historique ne transforme pas une communauté en nation.

Toutes les communautés de destin ne sont pas des nations, mais toutes les nations sont des communautés de destin. Au sens faible, c'est le cas des groupes restés sur le seuil de la nationalité; au sens fort, la nation devient une communauté de délibération, de décision et de dessein, idéal auquel peu d'Etats-nations parviennent. L'idée de nation établit un lien, concret et rhétorique, entre le passé et le futur d'un groupe, mais ce lien reste indéterminé, car il résulte d'une expérience singulière et contingente du temps collectif. En ce sens, ce n'est pas l'obsession romantique d'avoir ou d'exhumer des racines. Ce n'est pas non plus un projet autoritaire échafaudé sur un sens inéluctable de l'histoire, progressiste ou réactionnaire.